



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
DU 13 DECEMBRE 2019**

PROCES VERBAL DE SEANCE

L'an deux mille dix-neuf, le treize décembre, à 18 heure 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents :

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, SERGENT André, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel.

Secrétaire de séance :

MORVAN Marie Claude

Excusés :

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie Hélène)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à FLOCH Jean Bernard)
COJEAN Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)
MOULLEC Yvan (pouvoir à CUNIN Marie José)
RIOU Michel (pouvoir à LECLERC Patrick)
ROUBY Solenn (pouvoir à TRMAL Marie France)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra jusqu'à la délibération DCC2019_163)

Absente :

FORTIN Laurence

Les conseillers communautaires, la presse et le public ayant pris place dans l'amphithéâtre de la Maison des Services Publics, le président ouvre la séance. Il propose Marie Claude MORVAN comme secrétaire de séance et lui demande de bien vouloir procéder à l'appel. Le quorum étant atteint, le conseil de Communauté peut valablement délibérer.

Intervention du président

Chers collègues,

Bienvenue pour ce dernier conseil communautaire de l'année. Ce sera aussi l'un des derniers de la mandature puisqu'il n'en reste que deux, programmés le 12 février pour le budget (2 mois maximum après le DOB) et le 28 février pour le PLUi afin de laisser le temps aux conseils municipaux de se prononcer une dernière fois. Malgré cette fin de mandat annoncée, nous devons continuer celui-ci jusqu'au bout et commencer à préparer l'arrivée des futures équipes. Aussi je profite de ce propos liminaire pour tirer quelques enseignements des ateliers du séminaire des élus du 26 octobre au Tréhou. Celui-ci avait pour thème le potentiel passage en Communauté d'Agglomération de la Communauté de communes avec en illustration l'exemple de Quimperlé Communauté.

S'en sont suivis 4 ateliers portant sur les nouveaux services à proposer, les futures compétences, la future gouvernance et la transition écologique.

Parmi les différents échanges j'ai retenu quelques thématiques qui semblent faire consensus.

Tout d'abord, prolonger l'ambition de notre actuelle charte de gouvernance pour renforcer le lien entre les communes et la CCPLD et de faire de nos entités de véritables partenaires au service du territoire et de ses habitants. Par exemple, au-delà des initiatives déjà prises, associer les adjoints des communes aux réflexions communautaires dans leurs domaines respectifs, relancer l'idée de la mise en place d'un élu référent par secteur, communiquer les comptes rendus des conseils communautaires à l'ensemble des élus municipaux, renforcer la formation des élus dès le début de mandat, proposer aux conseillers communautaires suppléants d'assister aux commissions, décentraliser parfois des bureaux dans les communes afin d'échanger directement avec les équipes municipales, pérenniser la présentation du rapport d'activité par les VP au sein des conseils municipaux, lancer la révision du projet de territoire en début de mandat etc...

Concernant les compétences ou services, plusieurs thématiques sont ressorties. En premier lieu et pratiquement dans tous les ateliers, la mobilité. Véritable enjeu de cohésion territoriale et de développement durable, il ne faut plus attendre et lancer véritablement ce chantier. Ont été également citée l'action sociale avec la nécessité d'une analyse des besoins sociaux préalable, ou la problématique des écoles de musique ou encore la coordination de différentes politiques communales.

Pour les services, la montée en puissance de la communauté en terme d'ingénierie au service des communes et du territoire est indispensable face à l'expertise, au besoin de technicité ou à la réactivité demandée. Là non plus il ne faut pas attendre et préparer l'avenir quels que soient les futurs élus. En informatique par exemple, nous savons tous qu'un système cohérent à l'échelle de la CCPLD sera facilitateur et déterminant pour mieux travailler ensemble. Cette montée en puissance de notre expertise est valable aussi pour accompagner les communes face aux nombreux appels à projets portés par différentes instances ou pour porter des projets de plus en plus complexes.

Un mot également sur l'atelier transition écologique. Outre la mobilité déjà évoquée, trois thématiques sont ressorties. L'aménagement du territoire en accompagnant le renforcement des centralités et en diminuant nos consommations foncières ; l'accompagnement à la rénovation de l'habitat pour diminuer la consommation énergétique ; Et pour les déchets le souhait de moins en produire tout en les triant mieux.

Voilà quelques défis qui attendent les futurs élus. Lors de ce conseil nous allons d'ores et déjà commencer à les accompagner en renforçant notre ingénierie en interne et donc nos effectifs pour relever ces défis. Ces renforts devront néanmoins se faire, vigilance budgétaire oblige, en intégrant une gestion prévisionnelle des effectifs permettant d'absorber en grande partie cette augmentation du 012 par quelques réorganisations ou évolutions dès les prochaines années. Mais aujourd'hui il me semble très important de faire preuve d'anticipation pour que la prochaine équipe puisse être en position d'engager des actions dès le début du prochain mandat. Notre territoire ne doit pas perdre l'avance dont il bénéficie aujourd'hui.

=====

Georges PHILIPPE, en sa qualité de membre du conseil de vie sociale représentant les familles de résidents, tient à remercier publiquement la municipalité de Loperhet pour avoir accepté de relever le défi de la gérance de l'EHPAD de Daoulas. Il associe aussi la Commune d'Irvillac qui était prête à reprendre le flambeau si besoin était. Il estime que c'est un dénouement heureux et pour les résidents – 61 lits – et pour le personnel – 44 ETP – La qualité de vie au sein de cet EHPAD va pouvoir être maintenue et l'avenir va pouvoir être envisagé et tracé sereinement Ce dossier se termine bien, mais selon lui aurait dû être mis en chantier et résolu bien avant. Au-delà, se pose avec acuité la question de la création d'un CIAS : en effet, il a été possible de mettre en place certaines mutualisations, notamment l'urbanisme. Aujourd'hui la mutualisation des services informatiques est amorcée et il espère que les prochains élus communautaires sauront lancer une mutualisation qui impactera le premier capital de notre territoire : le capital humain.

Monique HERROU confirme l'ancienneté du travail engagé sur ce dossier et indique que le conseil municipal de Loperhet a validé ce choix du CCAS de prendre en charge la gestion de l'EHPAD. Elle estime que c'est un dossier qu'on traîne depuis longtemps et cette solution n'a été validée par le conseil municipal que comme une transition en attendant la création d'un CIAS au niveau de la Communauté. Les élus loperhetois ont bon espoir que lors de la prochaine mandature ce volet de l'action sociale puisse avancer. Elle a bien entendu sur ce point l'avant-propos du président.

Patrick LECLERC expose que la Communauté ne possède pas la compétence liée à la gestion d'un EHPAD et que la constitution d'un CIAS nécessite un minimum de temps. Il estime que dans la gestion de la Communauté, il faut qu'on arrive plutôt à formater des projets à l'aune des besoins et aussi des attentes de la population. Ceci afin d'éviter d'avoir à gérer l'opportunité ou la conséquence du manque de solution sur des situations données Les projets se doivent d'être réfléchis. D'autres solutions de gestion auraient pu être trouvées pour cet EHPAD et ce choix, heureux, a pu être finalisé en raison d'une forte pression de la part de la Préfecture. Il regrette toutefois que l'analyse du Préfet ait peut-être manqué de souplesse, néanmoins il pense que le sujet sera encore débattu dans l'avenir. Certes, la solution de portage est trouvée, mais l'équilibre d'un tel équipement reste relativement précaire : on le voit à l'échelle nationale, la taille critique est généralement donnée à 90 lits pour un EHPAD. C'est une réalité, les besoins liés aux personnes âgées vont aller croissants : on annonce 90 000 personnes de plus de 75 ans en Finistère en 2050 C'est un véritable défi auquel seront confrontées l'ensemble des collectivités, en France, avec aujourd'hui des moyens, que ce soit en matière d'aide à domicile ou pour les EHPAD, qui souvent ne sont pas à la hauteur des besoins et des coûts générés par de telles activités. Il est néanmoins heureux qu'une issue ait pu être trouvée aujourd'hui, mais pense qu'il faudra à l'avenir essayer de voir quelle solution plus pérenne sera possible. Et surtout se baser sur une analyse des besoins sociaux à l'échelle du territoire communautaire, puisque la création d'un CIAS doit structurer une réponse à des besoins et pas simplement une réponse à un besoin spécifique même si ce besoin évidemment est réel.

Monique HERROU rebondit sur le fait que l'opportunité de l'EHPAD ramène à poser la question du CIAS. Elle estime être intervenue assez souvent sur la question de la prise en compte de l'action sociale, notamment au niveau de l'enfance-jeunesse par la Communauté. Elle souhaite qu'une vraie réflexion soit initiée.

Alexandra GUILLORE explique que c'est une réflexion qui est déjà amorcée, quand on travaille sur le contrat local de santé. On amorce cette réflexion quand les structures enfance-jeunesse sur le territoire travaillent ensemble mutualisent et montent des projets collectifs. On travaille sur le sujet quand on dit qu'on réfléchit à la création d'un CIAS en se basant sur une analyse des besoins sociaux Le premier objectif c'est bien de consolider quelque chose qui réponde aux besoins des usagers. Si effectivement dans un second temps, répondre aux besoins des usagers permet de résoudre les problèmes de fonctionnement ou les dysfonctionnements des communes c'est tant mieux mais le premier objectif visé c'est bien les besoins de la population. Nos modes de fonctionnement en place qui convenaient depuis des années ne sont peut-être plus adaptés.

Il ne faut pas oublier que l'échelle du CIAS implique une équité de traitement de l'ensemble des usagers du territoire, ce qui veut dire qu'il ne suffit pas de déplacer le problème pour le résoudre, la dénomination CIAS n'est surtout pas une baguette magique. Mettre de la coordination c'est bien mais, il ne suffit pas de créer un service communautaire, l'intérêt c'est bien qu'on garde de la gouvernance et surtout du service de qualité sur l'ensemble du territoire. S'il était envisagé aujourd'hui la création d'une coordination enfance-jeunesse communautaire, des études seraient réalisées avec la mise en place d'une coordination, comme cela se passe à Landerneau et sur les Communes alentours. Pour autant, sur des communes, il n'y a pas de structures en place, et pour celles existantes, comme au SIPP, elles ne sont pas reconnues par le Département.

Il ne suffit pas de créer un service communautaire, il faut aussi le développer, car si on fait les choses à la Communauté il faut qu'elles soient mieux faites ; s'il n'y a pas de valeur ajoutée au service apporté, si on ne fait qu'éloigner et qu'on perd cette proximité, on n'est pas bon. Il faut donc prendre le temps de faire les choses correctement en dépassant l'effet d'annonce tout en travaillant sur le fond.

Patrick LECLERC souhaite clore le sujet et rappelle que la création d'un CIAS n'était pas apparue comme une priorité lors de l'élaboration du projet de territoire. Les communes étaient attachées à leur CCAS et s'il y a une évolution c'est très bien mais il y aura une réflexion à mener. Quant au sujet de l'enfance-jeunesse, ce n'est pas du ressort du CIAS : néanmoins la demande d'une telle coordination est parfois revenue dans les discussions. En effet, l'échelon de proximité est important, après, l'échelle de proximité est-elle communale, intercommunale ? C'est à analyser en fonction à la fois des besoins et à la fois en fonction de l'efficacité de la réponse que l'on veut apporter.

Il explique que la gourde que se sont vus remettre les élus communautaires présents dans l'hémicycle est financée conjointement par Eau du Ponant et la Communauté. Cette gourde en inox, afin d'éviter les perturbateurs endocriniens, est la même que celle distribuée auprès des clubs sportifs, pour les licenciés de moins de quinze ans. Le but est de diminuer, voire supprimer l'utilisation de plastique dans les enceintes sportives et dans les stades. Il sera peut-être possible d'élargir à d'autres catégories de public la remise de cette gourde.

DIRECTION GENERALE

Affaires générales

DCC2019_150 Procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 27 septembre 2019 : Approbation

Résumé :

Le procès-verbal de la dernière séance qui décrit chaque point porté à l'ordre du jour et rend compte des débats, doit être approuvé par les membres du conseil de Communauté.

Débats :

Monique HERROU souhaite savoir si le Bureau communautaire a décidé de l'indemnisation qui allait être faite à Loperhet concernant les déchets verts. C'est une question qui avait été soulevée lors du dernier conseil de Communauté et il avait été répondu qu'une indemnisation serait accordée mais sans doute pas à la hauteur de ce qui a été demandée par la commune.

Patrick LECLERC répond que le Bureau n'a pas encore statué sur le sujet qui appelle deux réponses : Il faut tout d'abord traiter le volet indemnisation et ensuite trouver une solution pérenne à ce problème. Il entend bien que le matériel utilisé par la commune n'est peut-être pas adapté et se dégrade. Une solution possible serait donc de sous-traiter une partie de cette activité à une entreprise de travaux agricoles. Cette approche permettrait de soulager l'activité de la commune tout en apportant la solution à la fois pratique et pérenne pour la gestion de cette aire de déchets verts. Ce sujet sera traité très prochainement lors d'une réunion de Bureau.

Monique HERROU demande si le coût de l'entreprise agricole serait à la charge de la Communauté ?

Patrick LECLERC répond par l'affirmative, ce qui d'ailleurs coûtera bien moins cher que la facture présentée par la Commune de Loperhet du fait de l'utilisation par l'entreprise agricole d'un matériel plus adapté que les engins municipaux.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité approuve le procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 27 septembre 2019.

DCC2019_151 Comités de pilotage Natura 2000 : Désignation d'un représentant de la Communauté

Résumé :

La Communauté est membre des comités de pilotage des sites Natura 2000 : "Rade de Brest-baie de Daoulas, anse de Poulmic", "Rade de Brest, estuaire de l'Aulne", "Forêt du Cranou, Ménez Meur", "Monts d'Arrée centre et est."

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité désigne Julien POUPON, vice-président, pour représenter la Communauté dans les quatre COPIL des sites Natura 2000 suivants : "Rade de Brest-baie de Daoulas, anse de Poulmic", "Rade de Brest, estuaire de l'Aulne", "Forêt du Cranou, Ménez Meur", "Monts d'Arrée centre et est".

MOYENS GENERAUX

Finances

DCC2019_152 Débat d'orientation budgétaire

Résumé :

Le débat d'orientation budgétaire, sans caractère décisionnel, est conçu afin de connaître et infléchir au besoin la trajectoire financière de la Communauté. Sont présentées les hypothèses de la prospective et de la programmation pluriannuelle des investissements.

Débats :

Patrick LECLERC présente à l'assemblée Communautaire les chiffres et les différents tableaux nécessaires à la tenue du débat. Il expose que la situation de la Communauté de Communes est plutôt saine, avec un investissement maîtrisé. Les coupes drastiques de 2015 dans ce domaine ont permis de passer un cap. La politique fiscale est en légère hausse permettant de récupérer un peu de recettes, qui ont permis de faire face à la contribution au redressement des finances publiques, aux diminutions des dotations de l'Etat et la perte définitive du FPIC en 2020. Pour autant la collectivité a continué à réaliser des équipements et mettre en place des politiques structurantes.

Il explique que l'approche de la Communauté en matière économique a évolué : l'offre foncière et la fonction d'aménageur de zones afin de favoriser l'implantation d'entreprises ne suffisent plus. Bien sûr cette demande existe toujours, mais avec aussi une forte demande d'accompagnement, en matière de financements ou des solutions pour leurs recrutements, voire parfois des informations sur les réglementations en matière d'urbanisme afin d'affiner les projets. Effectivement, les entreprises souhaitent réduire le nombre d'interlocuteurs et l'idée est de créer une porte d'entrée à la Communauté de Communes où tous les organismes consulaires : chambre de commerce, chambre des métiers, la Région, pôle-emploi etc... agiraient en synergie, de façon à apporter des réponses plus pertinentes.

Georges PHILIPPE recommande une vigilance accrue sur les budgets, notamment celui de Moulin Mer sur le volet investissement pour éviter de se retrouver à nouveau dans la situation où la Communauté a dû reprendre des dépenses (cf un précédent conseil de Communauté) qu'elle n'avait pas décidées sur les 4 dernières années par le délégataire. Cette attention particulière est à porter au plan d'investissement du gestionnaire, même s'il peut arriver que certains investissements imprévus sont à assumer par la collectivité. En ce qui concerne le site de Gorre Menez, il souhaiterait avoir une approche analytique des comptes, même s'il n'existe pas de budget annexe car sur ce site, des investissements là aussi ont été repris par la Communauté et que l'exploitation via une DSP est relativement récente.

Patrick LECLERC indique que concernant le site de Gorre Menez, la Communauté n'est pas sortie complètement de l'investissement global puisqu'il y a le mur de soutien à réaliser sur 2020. Concernant Moulin Mer la Communauté vient de réaliser un ouvrage conséquent en 2019 : la cale pour rendre accessible le site.

Il rebondit sur les propos tenus par Georges PHILIPPE en préambule de ce conseil de Communauté, pour préciser que lorsqu'on récupère un équipement, quel qu'il soit, il faut d'abord veiller à son fonctionnement dans le futur. Pour reprendre un établissement de type EHPAD par exemple, il est nécessaire d'avoir une réflexion relativement poussée afin d'être serein sur la façon dont on va l'appréhender. Certaines structures nécessitent des investissements, des accompagnements, tout en étant soumis à des recettes parfois aléatoires. S'agissant d'EHPAD, les recettes sont plus fléchées via l'ARS et le Conseil Départemental, néanmoins, il s'agit de rester attentif. Après, ce sont des choix que fait la Communauté et qu'elle assume comme la piscine, qui tous les ans est déficitaire à hauteur d'environ 800 000 € et qu'elle abonde pour que ce service soit rendu. Pareillement, le loyer annuel reçu pour Moulin Mer s'élève à 36 000 € annuels pour un remboursement annuel à la charge de l'EPCI de 280 000 €. Par conséquent, la Communauté fait l'effort de proposer ces services et assume : ces équipements sont une chance, une richesse et aussi un patrimoine, un capital. Pour autant, la collectivité ne peut multiplier ce type d'équipements à l'infini, sauf à obérer les marges de manœuvre pour mener les autres politiques de la Communauté.

Henri MORVAN demande quelles seront, dans le futur, les marges de manœuvre pour la prise de nouvelles compétences.

Patrick LECLERC trouve la question pertinente et expose qu'une partie de sa réponse est contenue dans les éléments de la PPI et des recettes qu'il a exposés précédemment. Tout dépend de la compétence : une compétence transport peut se financer d'une manière, une compétence qui génère

des recettes se gère différemment de celle qui ne génère que des coûts. Les décisions en la matière seront prises par la future mandature, en suivant les idées évoquées notamment sur les mobilités, et différents autres sujets, qui seront à travailler à l'avenir. Les marges de manœuvre sont celles que l'on se donne, ce sont des choix et s'il existe un déficit à un endroit, c'est autant de marge de manœuvre en moins pour les autres politiques. Il expose que si la collectivité évolue en communauté d'agglomération, il sera possible d'envisager une bonification des dotations, ce qui permettrait de financer un certain nombre de compétences supplémentaires. La mandature 2014-2019 a été mouvementée en terme de finances, la somme représentant les baisses de financement (5M€) aurait pu permettre de se désendetter d'un 1/3 de la dette ou entreprendre d'autres actions. La Communauté a réussi à absorber ces baisses de financement. Cependant, malgré les baisses des financements, le mandat a été riche d'actions structurantes, comme la compétence eau ou la mise en place du PLUi, qui permettront d'envisager d'autres compétences à l'avenir.

Frédéric KERLAN indique que le budget d'investissements en 2020 est un peu plus important et qu'il faudra bien financer ces investissements : il demande s'il est prévu de flécher l'investissement soit sur le THD, soit sur le budget économie.

Patrick LECLERC répond que ce budget investissement sera vraisemblablement confronté au taux de réalisation et ramènera la collectivité à un niveau plus proche des 5 M€. Aujourd'hui, les marchés relatifs au budget économie et au budget THD sont lancés. Sur le THD, une bonne surprise sera possible a priori avec une éventuelle minoration des coûts. En ce qui concerne l'aménagement de la zone de Saint Eloi/Sant Alar, les travaux ont pris un peu de retard dû aux conditions climatiques, mais ce budget générera aussi des recettes, puisqu'il existe une dynamique assez forte sur la demande en terme d'acquisition foncière, sur des prix qui sont largement supérieurs aux autres zones, mais qui demeurent attractifs : 25 à 35 € le m² pour une surface cessible approchant les douze hectares.

Yvon BESCOND observe que les voyants sont plutôt au vert : une capacité d'autofinancement prévue à hauteur de 1 M€ en 2018 qui se réalise en 2018 à 1.672 M€, les ressources fiscales hors augmentation des taux en hausse de près de 3% de 2019 à 2020 qui représentent 475 000. €, ce n'est pas négligeable. Ces chiffres montrent la bonne santé des entreprises du secteur. Malgré la baisse de la DGF, qui de 2013 à 2019 est passée de 3.3 M€ à 1.9 M€, ces ressources supplémentaires permettent de demeurer optimistes. De plus, le financement de la fibre optique sera terminé en 2024, et ce sont des dépenses très importantes qui ne se représenteront plus. Il n'est donc pas du tout inquiet sur l'avenir des finances de la Communauté.

Patrick LECLERC confirme que les prospectives pluriannuelles indiquent que le nombre d'années de remboursement d'emprunt est resté relativement stable : autour de 4.4 années sachant que ce chiffre prend en compte la PPI, de 7.5 M€ sur 2020 et en moyenne de 5 M€ sur les autres années. Il est à noter que chaque année sur les 5M€, une enveloppe de 1 M€ à 1.3M€ n'est pas affectée. Tout ceci permettra de disposer d'une marge de manœuvre pour des nouveaux projets qui apparaîtront et ne mettront pas en difficulté les finances de la collectivité.

Marc JEZEQUEL confirme que les augmentations de recettes sont bien dues à un fort dynamisme du territoire et non à une augmentation des taux au fur et à mesure des années. Il suffit de voir les évolutions de recettes de la CVAE, de la CFE. Il ne doute pas que l'opération engagée sur le secteur de saint Eloi/Sant Alar avec les collectivités voisines va être encore plus vecteur de dynamisme et faire que l'attractivité économique va se tourner vers l'est du Pays de Brest. La Communauté a tout intérêt à poursuivre cette façon de collaborer entre territoires.

Patrick LECLERC confirme que la Communauté bénéficie d'une dynamique à la fois démographique, économique et voit ses recettes en évolution, ce qui n'est pas le cas dans d'autres collectivités. Mais c'est aussi le résultat d'un travail commun afin de rendre les communes et le territoire communautaire attractifs, ce qui permet de demeurer serein malgré les baisses de dotations, malgré les investissements qui parfois génèrent des coûts. Il faut en effet équilibrer ces choix de politiques qui font que les enfants scolarisés de la Communauté ont la chance de pouvoir se rendre, en car, à la piscine ou faire de la voile, et ce financé par la collectivité, ce qui n'est pas toujours le cas ailleurs. Cette dépense pourrait être chiffrée, ce qui amènerait une recette sans pour autant amener un équilibre pour un équipement comme Aqualorn par exemple où 400 000 € annuels sont consacrés à cette politique (valorisation de la politique en faveur des scolaires).

Délibération :

Le conseil de Communauté prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire, sur la base de la présentation réalisée en séance, reprenant l'ensemble des données fiscales et financières, la programmation des investissements et la trajectoire financière de la Communauté.

DCC2019_153 Amortissements des biens associés aux services publics de l'eau potable et de l'assainissement

Résumé :

Le conseil de Communauté est invité à prendre acte des durées d'amortissement des biens et subventions associés aux services publics de l'eau potable et de l'assainissement utilisées par le délégataire dans le cadre de la mise en place des contrats de délégation correspondants.

Délibération :

Le conseil de Communauté prend acte que :

– l'amortissement des biens et des subventions associées au fonctionnement et à la gestion des services publics de l'eau potable et de l'assainissement et mis à la disposition au délégataire de ces services est effectué par ce dernier, à savoir la Société Publique Locale Eau du Ponant, suivant leurs plans d'amortissement initiaux.

-- l'amortissement des nouveaux biens et subventions associés au fonctionnement et à la gestion des services publics de l'eau potable et de l'assainissement est effectué par ce dernier, à savoir la Société Publique Locale Eau du Ponant, suivant les durées indicatives mentionnées ci-dessus.

DCC2019_154 Décisions budgétaires - Décision modificative des autorisations de programme/crédits de paiement

Résumé :

Les autorisations de programme permettent de présenter les projets en globalité, en inscrivant un échéancier de paiement sur une période pluriannuelle. En fin d'exercice, il convient d'actualiser ces prévisions.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité vote la modification des autorisations de programme et de leurs crédits de paiement, conformément au tableau ci-dessus présenté.

DCC2019_155 Décision budgétaire - Décisions modificatives

Résumé :

Il est proposé, au vu de la réalisation des budgets au cours de l'exercice 2019, de modifier les crédits afférents à l'exploitation et aux investissements.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité vote les décisions budgétaires modificatives présentées ci-dessus.

DCC2019_156 Décisions budgétaires - Dépenses d'investissement anticipées

Résumé :

L'article L. 1612-1 du CGCT dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, du 1er janvier de l'exercice jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement non inscrites en autorisations de programme, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2019, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ceci dès le 1^{er} janvier 2020 et jusqu'au vote du prochain budget.

DCC2019_157 Transfert des résultats Eau 2018 de Le Tréhou - Convention

Résumé :

Afin d'éviter des difficultés de trésorerie à la commune de Le Tréhou dans le cadre du transfert de ses résultats Eau 2018, il est proposé au conseil de Communauté d'échelonner ce transfert sur 4 exercices et d'autoriser le président à signer une convention avec le maire actant cet échelonnement.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le président à signer la convention tripartite avec la commune de Le Tréhou et le comptable assignataire des deux collectivités actant un échelonnement du

transfert des résultats Eau 2018 de la commune de Le Tréhou sur 4 exercices.

SERVICES A LA POPULATION

Contrat Local de Santé

DCC2019_158 Contrat local de Santé : Unité mobile de prévention

Résumé :

Dans le cadre du Contrat Local de Santé du Pays de Brest, la Communauté s'est positionnée comme territoire d'expérimentation pour accueillir une unité mobile de prévention.

Débats :

Karine CORNILY souhaite savoir si ce partenariat avec le territoire de Crozon dispose déjà d'un schéma de fonctionnement établi, avec des fréquences de passages définies. En effet, une unité mobile est, de par sa nature, amenée à se déplacer comme les 2 territoires sont étendus.

Alexandra GUILLORE expose que la première étape est la validation du plan de financement tel que soumis à l'assemblée communautaire ce soir. Si le conseil de Communauté vote contre, le projet s'arrête. Il en va de même à Crozon dont le projet de délibération sera soumis aux voix dans les prochains jours. Il s'agit d'une politique de territoire, avec une gouvernance à mettre en place dans laquelle les prochains élus seraient appelés à siéger et à intégrer un comité de pilotage. Une approche très prosaïque est en cours pour lister les sites où le camion pourra stationner : le garage communautaire, l'ancien hôtel de la Communauté du Faou semble être une géographie pertinente, et ensuite si le projet est validé, en janvier démarreront des travaux pour préciser le comment ? le où ? sachant qu'en premier lieu on travaillera avec les partenaires extérieurs ; l'idée c'est que l'unité mobile sillonne l'ensemble du territoire, certes étendu, mais les deux pays ont des caractéristiques géographiques, sociologiques et sanitaires identiques autorisant cette mutualisation inter communautaire. La construction se ferait de manière pragmatique pour une mise en place à la rentrée 2020.

Elle précise que la prévention se pratiquera de manière thématique (prévention dentaire...). La mobilité va au-delà de la mise à disposition des bus. Aller vers les gens ne suffit pas, il faut aussi apporter un service à la population via un tiers neutre pour assurer un traitement anonyme et de qualité, c'est une solution de 1^{er} recours, faisant appel à des professionnels locaux. Il ne faut pas qu'il y ait d'a priori, ni de discrimination dans les petites communes basée sur la crainte du public de faire connaître sa situation. Il reste encore beaucoup à construire, mais si le financement est adopté, les choses iront vite.

Monique HERROU estime la proposition intéressante puisqu'elle va dans le sens de l'utilisateur final : en effet, même les courtes distances peuvent être compliquées à réaliser pour certaines personnes. Par contre elle s'interroge sur la place des associations dans la gouvernance et souhaite savoir si la Communauté avait avancée là-dessus.

Alexandra GUILLORE explique qu'il y aura deux instances : la première sera constituée de l'ensemble des partenaires et financiers (Marsoins, fondation, acteurs locaux), la seconde comprendra les acteurs politiques des deux intercommunalités. Ensemble, ces entités décideront des actions prioritaires à mener, en fonction des informations recueillies sur le terrain : ce pourra être la prévention en direction des adolescents en terme d'addiction ou sur une pathologie par exemple. Les collectivités seront partenaires privilégiés parce que financeurs mais en appui sur l'ensemble des associations et relais locaux sans lesquels il ne sera pas possible d'être pleinement efficace.

Patrick LECLERC indique que des actions ont déjà été menées, autour du mois sans tabac, par exemple.

Alexandra GUILLORE précise que s'est déjà tenue une première conférence sur la santé mentale au travail en direction des professionnels et des entreprises. Le 14 janvier 2020, en partenariat avec le territoire de Crozon, une thématique portant sur les festivals va être mise en place en direction des élèves de 6^{ème} des territoires, sur le même principe que les JMF prise en charge intégralement par l'intercommunalité et soutenue par l'ARS. Le sujet abordé au Family traitera des troubles auditifs « la soupe aux oreilles » afin de sensibiliser ce public jeune. Il est toutefois regrettable que les élèves de Loperhet scolarisés en dehors du territoire communautaire n'aient pas l'opportunité d'assister à cet événement.

Patrick LECLERC insiste sur le volet prévention, à construire dans le temps, surtout par rapport au vieillissement de la population à laquelle le Finistère sera inéluctablement confronté. En effet, plus longtemps les gens demeureront en bonne santé, mieux ce sera, et ces notions de prévention vont devenir très importantes dans les politiques publiques, alors il convient d'anticiper.

Monique HERROU constate qu'une fois de plus les enfants de Loperhet seront soumis à une double peine du fait de la carte scolaire qui dirige les élèves vers le collège à Plougastel-Daoulas.

Alexandra Guilloré confirme qu'il est navrant que l'Education Nationale scolarise des enfants de communes membres de la Communauté hors territoire et est parfaitement en phase avec la Commune de Loperhet sur ce point.

Souhaitons indiquer Patrick LECLERC que le collège public qui verra le jour en 2024 permettra aux enfants de notre territoire de rester scolarisés sur le Pays de Landerneau-Daoulas.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Autorise le président à signer la convention tripartite pour permettre le lancement de l'expérimentation sur les territoires,

Article 2 : Inscrite au budget le montant nécessaire à cette action.

La Cimenterie

DCC2019_159 Grille tarifaire 2020

Résumé :

La Cimenterie reçoit de nombreuses sollicitations pour l'organisation d'événements sportifs très différents. La grille tarifaire prend en compte un large éventail d'utilisation de l'équipement.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : abroge la délibération n°2016-164 du 9 décembre 2016 fixant le tarif de location de La Cimenterie.

Article 2 : approuve l'application de la grille tarifaire ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2020 et ce jusqu'à modification de celle-ci.

| Espaces | Durée | Tarif |
|---|---------------------|--------------------------------|
| Salle réception (à l'étage) | journée | 200,00 € |
| | 1/2 journée | 100,00 € |
| Aire de jeux (tarif scolaire) | heure | tarif Région et/ou Département |
| Mur d'escalade (tarif scolaire) | heure | tarif Région et/ou Département |
| Mur escalade (hors associations conventionnées) | 1/2 journée | 100,00 € |
| Totalité de l'équipement (tarif événement) | Journée ou week-end | 1 000,00 € |
| Aire de jeux | 1/2 journée | 250,00 € |

Mise en place de caution pour le prêt de matériel :

Matériel sono : 500 €

Matériel affichage et tableau de score : 500 €

AMENAGEMENT

DCC2019_160 Protocole cadre - Appel à Candidatures « Dynamisme des centres villes et bourgs ruraux » Cycle étude - Commune de Loperhet

Résumé :

Le projet de dynamisation du bourg de la commune de Loperhet a été retenu dans le cadre de l'appel à candidatures "Dynamisme des centres villes et bourgs ruraux en Bretagne" lancé en mars 2019 par l'Etat, la Région Bretagne, l'Établissement public foncier de Bretagne et la Caisse des Dépôts. Afin de concrétiser cet engagement, l'EPCI est invité à signer un protocole d'accord précisant les engagements de chaque partenaire.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve le protocole cadre commun entre les partenaires que sont l'État, la Région Bretagne, l'Établissement public foncier de Bretagne, la Caisse des Dépôts, la Communauté de communes et la commune de Loperhet,

Article 2 : Autorise le président à signer ce protocole cadre ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

DCC2019_161 Voirie d'intérêt communautaire - définition de l'intérêt communautaire

Résumé :

La Communauté, par délibération en date du 29 septembre 2017, a proposé le transfert de compétence de la voirie d'intérêt communautaire au 1er janvier 2018. Ce transfert a été entériné par arrêté préfectoral du 28 décembre 2017 sous le n°2017362-0001.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve la proposition de voirie d'intérêt communautaire suivante : tronçon de la route de St Urbain situé sur la commune de Daoulas tel que décrit dans la délibération et son annexe.

Urbanisme

DCC2019_195 Politique locale de l'urbanisme - Débat annuel 2019

Résumé :

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouveau (ALUR) du 24 mars 2014 a introduit l'obligation pour la Communauté, au titre de sa compétence relative au "plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale" depuis le 1er décembre 2015, de tenir, au moins une fois par an, un débat portant sur la politique locale de l'urbanisme (article L.5211-62 du CGCT).

Débats :

Michel CORRE s'interroge au sujet de dates de réunion qui ont été communiquées. Bernard GOALEC répond de prendre en compte les dernières dates reçues pour présenter les observations de la commission d'enquête du PLUi : celles qui courent du 20 janvier au 21 février 2020.

Patrick LECLERC rappelle les enjeux du PLUi et qu'il faudra à l'avenir intégrer une politique foncière dans le cadre de cette discussion car il peut être intéressant de débattre en toute transparence des cessions et acquisitions réalisées sur le territoire communautaire. Aujourd'hui, l'enjeu est la finalisation du PLUi, pour être opérationnel fin février 2020, ensuite il conviendra d'attendre la décision du Préfet dans les deux mois qui suivent.

Henri MORVAN estime qu'il pourrait être débattu dans les prochains conseils de Communauté du droit de préemption communal pour les zones agricoles. Cette thématique serait susceptible d'entraîner des réflexions sur les périmètres autour des lotissements ou sur les produits phytosanitaires et leurs menaces éventuelles. Ce sujet du glyphosate interpelle de nombreuses personnes et est très présent à l'esprit. Il s'interroge sur la possibilité d'envisager des approfondissements dans ce domaine.

Patrick LECLERC expose qu'il existe déjà une cellule foncière commune avec la Chambre d'agriculture qui amène parfois des réflexions sur les opportunités de cession. Il indique que ce n'est pas à l'aune du sujet qu'a évoqué Henri MORVAN. La cellule travaille sur les compensations foncières pour le monde agricole dans le cadre d'aménagements de la collectivité qui prélève des terres à l'activité agricole. Les discussions portent sur quelques sites uniquement, et il est bon de pouvoir disposer de réserves foncières afin d'échanger et parfois rationaliser certaines exploitations un peu morcelées.

Monique HERROU précise que sur Loperhet, de nombreuses personnes ont interpellé le commissaire-enquêteur et actuellement des recours sont intentés contre la Commune. Il est vrai que la Loi littoral a été difficile à appliquer, mais que maintenant elle existe et a aussi sa raison d'être.

Alexandra GUILLORE confirme que son application est compliquée et génère du contentieux depuis 1986. Cependant, son premier objectif est d'éviter des fronts bâtis continus comme en Méditerranée et de gâcher la richesse de nos côtes. Avec le SCOT révisé et le PLUi, les collectivités sont protégées et les recours potentiels sont minimisés parce que les règles sont clairement explicitées avant la signature d'un document d'urbanisme ou d'autorisation d'occupation des sols. Pour autant, ces documents d'application sont amenés à évoluer rapidement et le SCOT va repartir en révision puisqu'on intègre la Communauté du pays de Pleyben-Châteaulin-Porzay. En matière de politique foncière il y a aussi des sujets à intégrer, qui font déjà, pour certains, l'objet de travail en commun avec l'EPF. Par exemple comment mettre en place le PCAET et se donner les moyens de le mettre en œuvre ? Notre territoire n'est en effet pas le meilleur exemple en matière d'éoliennes, et il faudra parfois pouvoir préempter, ou acquérir via l'EPF un terrain qui empêche, avec la règle des 500m autour, l'installation d'éoliennes ou autres équipements. Il y a une véritable réflexion à mettre en place sur une politique foncière, mais aussi pour mettre en place le PCAET.

Délibération :

Le conseil de Communauté Prend acte de la tenue du débat annuel concernant la politique locale de l'urbanisme.

DCC2019_162 Landerneau - Approbation de la modification n°1 du Site Patrimonial Remarquable

Résumé :

La Ville de Landerneau a sollicité la Communauté, dorénavant compétente, pour engager une procédure de modification de son Site Patrimonial Remarquable (SPR anciennement AVAP). Suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 4 mars au 4 avril 2019, et après consultation de l'architecte des Bâtiments de France et accord du représentant de l'Etat dans la région, il revient désormais à la Communauté d'approuver la modification du SPR de Landerneau.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve le dossier de modification n°1 du Site Patrimonial Remarquable de Landerneau, tel qu'il est annexé à la présente délibération,

Article 2 : Autorise le président ou son représentant à signer et à exécuter tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions.

Action sociale liée à l'emploi

DCC2019_163 DEFIS Emploi Pays de Brest-signature de l'avenant au protocole 2014-2020 du PLIE

Résumé :

Pour prendre en compte un certain nombre de modifications intervenues dans la gestion du PLIE du Pays de Brest et entérinées par le Conseil d'Administration de DEFIS Emploi Pays de Brest du 27 février 2019, un avenant intégrant ces changements est présenté à l'assemblée délibérante de la Communauté

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le président à signer l'avenant au protocole d'accord pour la mise en œuvre du PLIE porté par l'association Défis Emploi Pays de Brest et qui prolonge la durée de validité de ce protocole jusqu'au 31 décembre 2021.

Economie

DCC2019_164 Octroi d'une subvention à l'ADIE à hauteur de 3 500 € et pour 12 mois afin de soutenir l'accompagnement à la création de 7 entreprises (minimum) sur le territoire du Pays de Landerneau-Daoulas

Résumé :

L'ADIE accompagne et finance la création d'entreprises sur les territoires de nombreux EPCI avec lesquels elle signe des contrats d'objectifs. Cette demande fait suite à la présentation des activités de l'association lors du COPIL Economie du Pays de Brest et auprès des services économie des EPCI du Pays de Brest.

Débats :

Marc JEZEQUEL demande comment se déroule l'instruction d'un dossier d'un porteur de projet, la Communauté auditionne-t-elle sous la forme d'un jury les différents dossiers ?

Jean-Bernard FLOCH explique que l'ADIE instruit les dossiers et auditionne les porteurs. Ensuite la collectivité fait un contrôle a posteriori. Malgré tout, la Communauté peut également être vecteur de proposition. Il en veut pour exemple une personne reçue désireuse d'installer un commerce à Landerneau, mais qui n'a pas la possibilité de produire un autofinancement propre de 20 %. Très clairement l'ADIE peut apporter ce complément et c'est bien l'ADIE qui instruit ces dossiers .

Patrick Leclerc explique l'intérêt de la porte d'entrée unique évoquée précédemment concernant les demandeurs divers et variés qui veulent développer, créer, une entreprise, un commerce, etc... Avec ce dispositif, ils auront le panel de tous les interlocuteurs potentiels, de toutes les aides possibles, ce qui leur permettra d'être aiguillés un peu plus efficacement. Effectivement, tout le monde ne connaît pas l'ADIE, ni l'ensemble des dispositifs qui existent.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Autorise le versement à l'ADIE d'une subvention à hauteur de 500 € par microentreprise créée en 2019 et toujours en activité au moment de la demande formelle de financement, dans la limite de 3 500€,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention de partenariat avec l'ADIE.

DCC2019_165 ZAE de Saint Eloi Nord : vente de terrains à l'entreprise LARVOR

Résumé :

L'entreprise LARVOR spécialisée dans le BTP va acheter la parcelle cadastrée ZR 265 appartenant à un particulier. Elle souhaite acquérir les parcelles communautaires ZR 299 (qui longe la RN12) et 297 (terrain en triangle de petite taille).

Débats :

Marie Line MAHE demande s'il n'y aurait pas intérêt à conserver ces terrains pour permettre le développement de la biodiversité le long de la RN12. Elle rappelle la demande de la Région Bretagne, de la DDTM de porter attention aux paysages près de la voie expresse, de façon à ce que la nature atténue la visibilité des entreprises.

Patrick LECLERC répond qu'il ne sera pas réalisé d'enrobé. Il explique que les aménagements paysagers se heurtent vite à la demande des entreprises d'être vues et aussi au besoin de constructibilité. Il est vrai que demeure inutilisée une bande de terrain le long de la route et dans le cadre de la logique de consommation foncière c'est un peu dommage. Mais au final, le propriétaire entretiendra lui-même son terrain à l'avenir sans possibilité de construction ni d'imperméabilisation.

Alexandra GUILLORE constate que cette demande évoquée dans les premiers projets du SRADET n'est pas appliquée par ceux qui l'avaient émise qui eux même sont grands consommateurs de foncier notamment les Rennais. Effectivement, le visuel n'est pas toujours esthétiquement heureux, mais il faut prendre conscience que la conservation de l'orientation paysagère le long de la route nationale va engendrer une consommation de terres agricoles en rétro et la destruction de corridors écologiques. Il faut donc faire attention aux fausses bonnes idées.

Patrick LECLERC conclut qu'avec une deuxième entreprise qui devrait s'implanter dans le secteur, ce sont 150 emplois supplémentaires qui vont être créés sur Plouédern.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le président à signer l'acte de vente des parcelles ZR 299 (après division) et ZR 297, pour un prix de 10 € HT/m², avec l'entreprise LARVOR, ou toute autre personne physique ou morale se substituant à elle.

DCC2019_166 Hôtel d'entreprises des 2 Rivières à Daoulas : Vente du bien immobilier

Résumé :

La Communauté a obtenu une lettre d'intention d'achat de la part d'un assureur (Yves LEOST société AVIVA). Cette personne a accepté l'offre que la Communauté avait formulée sur la base de l'avis des Domaines. Le prix proposé et accepté est de 185 000 € HT.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le président à signer l'acte de vente avec Yves LEOST, ou toute autre personne physique ou morale se substituant à lui, de la parcelle AA74, précédemment décrite, pour un prix principal net vendeur de 185 000 € HT.

Habitat

DCC2019_167 Aires d'accueil des gens du voyage : tarification 2020

Résumé :

La Communauté est compétente en matière de gestion des aires d'accueil des gens du voyage depuis le 1er janvier 2017.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : adopte les tarifs d'occupation ci-dessous pour l'année 2020.

| | Unité | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|--|-------|-------------|-------------|
| Emplacement bitumé (avec accès internet) | jour | 2,28 € | 2,31 € |
| Eau et assainissement | m³ | 3,18 € | 3,23 € |
| Électricité | kWh | 0,15 € | 0,15 € |
| Caution | | 50,00 € | 50,00 € |

DCC2019_168 Aide en faveur des petites opérations en renouvellement urbain

Résumé :

Lors de la séance du 19 décembre 2018, le conseil de Communauté a approuvé le bilan à mi-parcours du Programme Local de l'Habitat (PLH). A cette occasion, il a été décidé de doubler la prime de renouvellement urbain d'un montant initial de 5000 € pour les petites opérations produisant du logement social à titre expérimental et pour un an.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve la modification de l'aide relative à l'action 3.2 du PLH 2015-2021 « développer la production de logements locatifs sociaux par le biais du renouvellement urbain » en doublant la prime d'un montant initial de 5 000 € sur les cinq premiers logements d'une opération.

DCC2019_169 Logements sociaux : programmation 2019

Résumé :

Lors de la séance du conseil de Communauté du 19 décembre 2018, la Communauté a pris acte de la pré-programmation des logements sociaux identifiée à l'échelle de son territoire. En cette fin d'année, d'après les informations actualisées du Conseil départemental, la Communauté doit adopter définitivement la programmation de ces opérations pour l'année 2019.

Débats :

Monique HERROU confirme la volonté des bailleurs sociaux de vendre des logements locatifs sur Loperhet et s'interroge au sujet de la Loi SRU : si la Commune de Loperhet reste soumise à ses dispositions sur les 20%, la vente de neuf logements envisagée par les opérateurs sur la commune pose problème.

Marie-Claude MORVAN expose que c'est pour eux une façon de se créer des fonds propres. Elle indique que les décisions du Gouvernement en la matière ont interpellé les bailleurs sociaux qui doivent tous posséder un certain volume de logements, ce qui impacte les plus petits opérateurs. Par exemple, Finistère Habitat, opérateur majeur au niveau du département vient de s'associer avec Quimper-Cornouaille. Armorique Habitat est aussi en pourparlers avec d'autres opérateurs. L'année passée a surtout été une année de réflexion.

Henri MORVAN revient sur la question des garanties d'emprunts de la Communauté et de leurs évolutions : si les organismes HLM vendent des logements, la question se pose de savoir si ces garanties d'emprunts vont évoluer, puisque l'objet même de la garantie va être cédé. D'autre part, il pèse, avec ces restructurations des opérateurs, une incertitude qui génère une baisse catastrophique de création de logements sociaux au regard de la demande : 4 logements sociaux uniquement sur notre territoire c'est catastrophique, il est temps que le rythme de croisière reprenne et qu'on sorte de ce flou inouï.

Marie-Claude MORVAN explique que lorsque la création d'un lotissement était programmée, bien souvent les travaux ne se concrétisaient pas forcément tout de suite. Il y a ainsi des projets de logements pré programmés qui n'ont pas vu le jour : tout est remis à plat aujourd'hui et le Département ne souhaite engager les financements que pour les projets de logements dont il a la certitude que la réalisation démarrera en cours d'année.

Patrick LECLERC confirme que le contexte a effectivement changé. Tout d'abord, les bailleurs sociaux doivent appliquer de nouvelles règles qui amènent de leur part à diviser par 2 leurs investissements et ce n'est pas sans conséquences sur leurs programmations. Ensuite, le Conseil départemental est beaucoup plus attentif comme vient de le souligner Marie-Claude MORVAN au niveau du financement à générer. En début de mandat beaucoup d'opérations étaient inscrites qui pour beaucoup ne sortaient pas l'année de programmation Le Département veut être sûr désormais que les opérations inscrites se réalisent l'année où elles sont programmées et non inscrites puis annulées. D'ailleurs le projet sur le centre-bourg de Plouédern peut s'intégrer dans le programme départemental parce qu'une autre commune a annulé une opération. Néanmoins, la programmation 2020 de logements est supérieure à 2019 : une trentaine Ce chiffre est très variable : par exemple, l'année prochaine à Landerneau, sur le secteur du Tourous, ce sont d'un coup 27 logements qui sont programmés.

Alexandra GUILLLORE indique qu'en donnant la priorité au renouvellement urbain, les opérations sont plus longues à monter, plus coûteuses quand elles ne sont pas prohibitives, ce qui effectivement peut avoir des répercussions sur le rythme de création de logements.

Henri MORVAN indique qu'il faut donc qu'il y ait, comme on l'a délibéré tout à l'heure avec le doublement des aides, une réelle incitation au renouvellement urbain et à l'installation de logements sociaux dans les centres-bourgs et dans les centres-villes.

Patrick LECLERC précise que la Communauté est certainement la plus généreuse avec les bailleurs sociaux, ce qui peut expliquer la dynamique démographique du territoire. Un rapide calcul porte à 44 logements locatifs sociaux par an en moyenne sur les cinq dernières années. Pour autant, il peut y avoir des creux. En 2020 le chiffre est bien plus important qu'en 2019.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : arrête la liste des opérations 2019 telles qu'elles apparaissent ci-dessous,

Article 2 : valide la participation financière de la Communauté à ces opérations,

Article 3 : autorise le président à signer les conventions à intervenir entre la Communauté, les communes et les bailleurs sociaux fixant les limites des engagements de chaque partenaire et la répartition des charges.

| Maître d'ouvrage | Description | Commune | PLUS | PLAIO | Total logements | Sous-nature opération | Total logement individuel | Total logement locatif | Subvention CCPLD |
|-------------------|------------------------|-------------|------|-------|-----------------|-----------------------|---------------------------|------------------------|------------------|
| ARMORIQUE HABITAT | Les Terrasses du Menez | Dirinon | 1 | 1 | 2 | Neuf | 2 | 0 | 7 000 € |
| | Bourg | Tréflévénez | 1 | 1 | 2 | Neuf | 2 | 0 | 7 000 € |
| Total | | | 2 | 2 | 4 | | 4 | 0 | 14 000 € |

DCC2019_170 Logements sociaux : pré-programmation 2020

Résumé :

Dans le cadre de sa compétence "Habitat", la Communauté arrête annuellement la liste des opérations de logements locatifs conventionnés sur son territoire. D'après les éléments transmis par le Conseil départemental, 37 logements sociaux familiaux sont prévus en 2020. Ils seront financés, par la Communauté, pour un montant global de 204 000 €.

Débats :

Patrick LECLERC attire l'attention de l'assemblée sur cette opération assez rare, voire inédite en Finistère : la construction de logements sociaux dans un bâtiment collectif qui intègre des logements dits « classiques ». C'est vraiment une réelle mixité et ce type d'opération devrait être pratiqué plus souvent. A ne pas oublier non plus le gros programme de rénovation réalisé par Finistère Habitat, plus de 400 logements, soit les deux tiers de leur parc de logements rénovés à Landerneau en quelques années. Il reste encore une tranche à finaliser secteur Duguesclin car s'il est important de réaliser du neuf il est aussi essentiel de réaménager l'ancien.

Marie-Claude MORVAN invite les conseillers communautaires à retirer en fin de séance auprès d'elle le bilan de l'OPAH 2012-2017 avec une présentation des aides accordées commune par commune aux particuliers qui ont amélioré leurs logements grâce à cette opération.

Délibération :

Le conseil de Communauté prend acte de la pré-programmation ci-dessous pour l'année 2020.

| Maître d'ouvrage | Description | Commune | PLUS | PLAIO | PSLA | Total logements | Sous-nature opération | Total logement individuel | Total logement collectif | Subvention CCPLD |
|-------------------|------------------------|------------|------|-------|------|-----------------|-----------------------|---------------------------|--------------------------|------------------|
| FINISTERE HABITAT | Le Tourous | Landerneau | 10 | 10 | 7 | 27 | Neuf | 0 | 27 | 84 000 € |
| | Rue Hervé de Guébriant | Landerneau | 1 | 1 | | 2 | Renouvellement urbain | 2 | 0 | 27 000 € |
| | Place de la Mairie | Plouédern | 4 | 4 | | 8 | Renouvellement urbain | 0 | 8 | 93 000 € |
| TOTAL | | | 15 | 15 | 7 | 37 | | 2 | 35 | 204 000 € |

Tourisme

DCC2019_171 Association A fer et à flots : demande de subvention exceptionnelle 2019

Résumé :

Le produit "l'Elorn A fer et à flots" proposé par l'association "A fer et à Flots" soutenu par les offices de tourisme de Landerneau-Daoulas et de Brest a connu une belle relance cette saison sur notre territoire et sera à poursuivre en 2020. Néanmoins, l'association subit de réelles difficultés financières cette année pouvant mettre en péril la suite de son activité.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : attribue une aide exceptionnelle de 3 000 € à l'association A Fer et A Flots dans l'objectif de pérenniser le circuit touristique « Elorn à fer et à flots ».

TECHNIQUES

Environnement

DCC2019_172 Collecte des déchets d'éléments d'ameublement - Signature d'un contrat avec Eco Mobilier 2019-2023

Résumé :

En application de l'article L. 541-10-6 du code de l'environnement mettant en oeuvre le principe de la responsabilité élargie des producteurs pour les éléments d'ameublement, la prévention et la gestion des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) doivent être assurées par les metteurs sur le marché. Ces derniers doivent s'organiser soit par la mise en place d'un système individuel, soit collectivement au sein d'un éco-organisme agréé par les pouvoirs publics, sur la base d'un cahier des charges venant définir réglementairement les objectifs et modalités de la filière.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le président à signer le contrat avec Eco Mobilier et l'ensemble des documents y afférant.

DCC2019_173 Signature du Contrat de Transition Ecologique (CTE) du Pays de Brest

Résumé :

Le Pays de Brest se donne pour objectif de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire et des leviers pour devenir un territoire bas carbone. Pour cela la réduction de la consommation énergétique, le remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables et l'augmentation des puits de carbone représentent les orientations majeures à mettre en œuvre.

Débats :

Patrick LECLERC expose que le Préfet a demandé qu'une délibération soit prise rapidement, mais le dossier étant exemplaire, le contrat doit être signé par la Secrétaire d'Etat en personne (Emmanuelle WARGON), donc cette signature va être un peu retardée. Il annonce que ce contrat prévoit quatre actions, avec premièrement la création d'un cadastre solaire à l'échelle communautaire afin que chaque propriétaire puisse regarder le potentiel de ses toitures. Ensuite il va être mis en place une étude de planification énergétique qui vient en complément du PCAET pour connaître les potentialités énergétiques de notre territoire communautaire. Enfin deux initiatives dans le cadre du G4DEC à l'échelle du Pays de Brest : l'éco-défi/forum de l'économie circulaire cette semaine et aussi la mise place d'un fonds carbone qui permettra de capter des financements en faveur du développement durable.

Henri MORVAN demande si la Communauté a envisagé un plan sur ses propres équipements pour rentrer dans cette perspective.

Patrick LECLERC répond que pratiquement tous les bâtiments neufs sont équipés de panneaux photovoltaïques, (La Cimenterie, hôtel d'entreprises Robert Thébault...) mais qu'il faudra mettre un coup d'accélérateur afin de rentrer dans les critères du PCAET, pas uniquement sur le photovoltaïque mais aussi sur la filière bois. Pour autant, à chaque construction d'un bâtiment, la question est posée et étudiée.

Chantal SOUDON indique qu'il existe aussi le réseau de chaleur pour les énergies renouvelables et qu'un certain nombre d'actions sont déjà en place.

Marie-Line MAHE trouve que les panneaux photovoltaïques sont très bien pour la production d'énergie. Par contre elle considère que pour bénéficier du fonds carbone, les terres en friche doivent pouvoir être plantées pour piéger le carbone.

Patrick LECLERC indique que c'est un des leviers mais que le territoire possède quand même beaucoup de boisements et de forêts, avec un fort potentiel existant. Il explique que le financement du fonds carbone relève des grandes entreprises qui doivent l'abonder parce qu'elles n'ont pas été

exemplaires. Pour pouvoir prétendre aux financements de ce fonds, l'idée est de porter des projets autour de l'énergie renouvelable.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le président à signer le Contrat de Transition Energétique du Pays de Brest et tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

DCC2019_174 Approbation d'une convention de groupement de commande pour la caractérisation des ordures ménagères

Résumé :

Une campagne « Modecom » est un scan des ordures ménagères avec pour objet d'identifier et de caractériser la composition des ordures ménagères résiduelles collectées sur le territoire. Cette analyse va permettre de mieux connaître la composition des ordures ménagères du territoire et d'envisager des actions de réduction des déchets. Réaliser cette opération avec d'autres collectivités permettra de réduire les coûts, ces analyses étant réalisées sur les mêmes lieux.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la convention constitutive du groupement de commandes

Article 2 : Désigne la Communauté de communes du Pays de Landerneau Daoulas comme coordonnateur du groupement de commandes,

Article 3 : Autorise le président à solliciter les subventions auprès de l'ADEME et du SYMEED, dans le cadre du groupement de commandes précité,

Article 4 : Autorise le président à signer la convention associée.

**DCC2019_175 Labellisation du Syndicat des Eaux du Bas-Léon en EPAGE -
Définition de l'intérêt communautaire au sein de la compétence optionnelle
"protection et mise en valeur de l'environnement"**

Résumé :

En avril 2019, le Comité de bassin Loire-Bretagne a émis un avis défavorable à une labellisation du Syndicat des Eaux du Bas Léon (SEBL) en Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) et orienté celui-ci plutôt vers une labellisation en Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE). Le SEBL a alors engagé une procédure pour devenir EPAGE et ainsi lui permettre de poursuivre des missions, pour le compte des EPCI membres. Pour cela, il convient que la Communauté dispose, a minima, de l'item 12 de l'article L211-7 du code de l'Environnement, à savoir : "L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique".

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la définition de l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle « Protection et mise en valeur de l'Environnement » comme comprenant les items 6, 7, 11 et 12 de l'article L211-7 du code de l'Environnement.

Article 2 : Autorise le président à adresser une lettre d'intention au SEBL précisant l'appui de la Communauté dans sa démarche de labellisation en EPAGE, d'une part, et la volonté de la Communauté d'adhérer à ce dernier pour les missions de l'item 12 de l'article L211-7 du code de l'Environnement, d'autre part.

Eau potable

DCC2019_176 Tarification prestations proposés aux abonnés du territoire de la CCPLD par Eau du Ponant hors contrats de concession

Résumé :

Dans la continuité du service public, Eau du Ponant peut proposer aux abonnés du territoire de la Communauté des prestations de service en eau et assainissement. Ces prestations, hors du cadre des contrats de concession, et leurs prix ont été fixés par le Conseil d'Administration d'Eau du Ponant. Il appartient à la Communauté d'en prendre acte.

Délibération :

Le conseil de Communauté prend acte des tarifs proposés par Eau du Ponant aux abonnés du territoire de la Communauté.

DCC2019_177 Participations financières au titre de l'année 2019 pour le transport de l'eau potable vers le syndicat des eaux du Cranou et Brest Métropole

Résumé :

Suite à la dissolution du SMAEP de Daoulas, syndicat de transport d'eau et au transfert de la compétence eau potable à la Communauté, il convient d'établir les conditions financières du transport d'eau vers le syndicat des eaux du Cranou et Brest Métropole sur les mêmes bases que celles pratiquées par le SMAEP avant sa dissolution et sur la base des données connues en 2018. Une autre délibération fixe pour les années suivantes (2020...) les relations financières pour le transport et la vente d'eau avec Brest Métropole.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : décide de retenir la clé de répartition suivante pour l'exercice 2019 précédemment utilisée par le SMAEP,

- 20 % pour la population municipale,
- 20 % pour le nombre d'abonnés,
- 40 % pour la consommation d'eau facturée aux abonnés,
- 20 % pour la fourniture d'eau au syndicat (vente d'eau en gros).

Article 2 : arrête les participations de Brest Métropole à hauteur de 42 128 € et du Syndicat des Eaux du Cranou de 6 242 € pour l'année 2019.

DCC2019_178 Tarif de vente d'eau de Pont Ar Bled vers la Communauté et participation financière de Brest Métropole pour le transport d'eau vers Plougastel Daoulas

Résumé :

Le SMAEP de Daoulas achetait de l'eau à Brest Métropole issue de l'usine de Pont Ar Bled et transportait et revendait, cette eau, aux communes et Syndicats adhérents, du territoire de la CCPLD . Il transportait aussi de l'eau vers Brest Métropole afin d'assurer l'alimentation de la commune de Plougastel Daoulas. Une convention existait entre le SMAEP de Daoulas et Brest Métropole. Suite à la dissolution du SMAEP de Daoulas et au transfert de la compétence eau potable à la Communauté, il convient d'établir une nouvelle convention de transport et de vente d'eau en gros entre la Communauté et Brest Métropole.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve :

- le principe de vente d'eau en gros entre Brest Métropole et la Communauté dont le tarif est indiqué dans la convention,
- la participation financière de Brest Métropole indiquée dans la convention,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention jointe en annexe.

DCC2019_179 Approbation de la modification des statuts du Syndicat de Pont An Ilis.

Résumé :

Au 1^{er} janvier 2019, la Communauté s'est vue transférer la compétence eau potable et a décidé de rester au sein du Syndicat de Pont An Ilis en se substituant à la commune de Lanneuffret. Suivant l'article L.5214-21 II du CGCT, le Syndicat de Pont An Ilis devient alors un syndicat mixte. Ses statuts ont été modifiés en conséquence.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve l'évolution du Syndicat de Pont An Ilis en Syndicat Mixte.

Article 2 : approuve les statuts du Syndicat de Pont An Ilis modifiés et présentés en annexe.

DCC2019_180 Préservation de la ressource en eau en tête de bassin versant Aber Wrac'h - commune de Trémaouézan

Résumé :

La Commune de Trémaouézan adhère au Syndicat des Eaux du Bas Léon au titre des items 6 et 7 de l'article L.211-7 du Code de l'environnement, à savoir la lutte contre la pollution, et la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines. Dans le cadre de cette adhésion une convention de participation financière annuelle était établie. Depuis le 1er janvier 2019, la Communauté s'est vue transférer la compétence eau potable, se substituant au SIDEPA dont faisait partie la Commune de Trémaouézan.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la convention de participation financière définissant les missions exercées par le Syndicat des Eaux du Bas Léon en 2019, jointe en annexe.

Article 2 : Autorise le président à signer la convention.

GEMAPI

DCC2019_181 Exercice de la compétence sur le périmètre du bassin versant de l'Elorn - Programme 2020-2022

Résumé :

Par délibération du conseil de Communauté du 8 décembre 2017, la Communauté a fait le choix de confier par convention les missions au titre de la GEMAPI au Syndicat du Bassin de l'Elorn. Cette convention arrivant à son terme, il est proposé de la renouveler sur 3 ans pour un programme d'actions 2020-2022.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la convention bilatérale d'engagement définissant les missions exercées et le programme d'actions 2020-2022, jointe en annexe,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention.

MOYENS GENERAUX

Commande publique

DCC2019_182 Contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'eau potable - approbation de l'avenant n°1 et du modèle de convention antenistes

Résumé :

Après quelques mois d'exploitation du service, il convient d'une part d'apporter par avenant des modifications au contrat de concession (certaines étaient prévues lors de la rédaction du contrat, d'autres permettent de faciliter l'exécution du contrat) et d'autre part de valider un modèle de convention à conclure avec les antenistes.

Débats :

Marc JEZEQUEL demande s'il n'y a pas d'impact financier par rapport aux modifications des dates. Yvon Bescond répond par la négative. Patrick LECLERC explique que le changement de date permettra d'avoir les éléments pour fixer les tarifs.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve :

- les dispositions de l'avenant n°1 au contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'eau potable et autorise le président à le signer,

- le modèle de convention anteniste

Article 2 : Autorise le président à signer les conventions à venir qui seront annexées au contrat.

DCC2019_183 Contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'assainissement collectif et non collectif - approbation de l'avenant n°1

Résumé :

Après quelques mois d'exploitation du service, il apparaît nécessaire d'apporter par avenant des modifications au contrat de concession (certaines étaient prévues lors de la rédaction du contrat, d'autres permettent de faciliter l'exécution du contrat)

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les dispositions de l'avenant n°1 au contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'assainissement,

Article 2 : Autorise le président à signer cet avenant.

DCC2019_184 Approbation de dix conventions de groupements de commandes

Résumé :

Dix nouveaux groupements de commandes sont proposés : « Fourniture de vêtements de travail, chaussures et EPI », « Maintenance des portes et portails automatiques et portes sectionnelles », « Fourniture de produits d'entretien », « Téléphonie », « RGPD – Mission de délégué à la protection des données externalisé », « Vérification des matériels et systèmes de protection incendie », « Fourniture de denrées alimentaires » « Fourniture de registres et livrets de famille et prestations de reliure », « Fourniture de matériel informatique », et « Fourniture de défibrillateurs ».

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve les conventions constitutives des groupements de commandes « Fourniture de vêtements de travail, chaussures et EPI », « Maintenance des portes et portails automatiques et portes sectionnelles », « Fourniture de produits d'entretien », « Téléphonie », « RGPD – Mission de délégué à la protection des données externalisé », « Vérification des matériels et systèmes de protection incendie », « Fourniture de denrées alimentaires » « Fourniture de registres et livrets de famille et prestations de reliure », « Fourniture de matériel informatique », et « Fourniture de défibrillateurs »,

Article 2 : désigne la Ville de Landerneau comme coordonnateur des groupements de commandes « Vérification des matériels et systèmes de protection incendie », « Fourniture de denrées alimentaires » « Fourniture de registres et livrets de famille et prestations de reliure » et « Fourniture de défibrillateurs » et la CAO de la Ville de Landerneau comme CAO de ces quatre groupements,

Article 3 : désigne la Communauté comme coordonnateur des groupements de commandes « Fourniture de vêtements de travail, chaussures et EPI », « Maintenance des portes et portails automatiques et portes sectionnelles », « Fourniture de produits d'entretien », « Téléphonie », « RGPD – Mission de délégué à la protection des données externalisé » et « Fourniture de matériel informatique » et la CAO de la Communauté comme CAO de ces sept groupements,

Article 4 : autorise le président à signer ces conventions.

Ressources humaines

DCC2019_185 Création d'emplois non permanents compte tenu d'un accroissement temporaire d'activité

Résumé :

Afin d'accompagner les services dans leurs missions, il est proposé de créer deux emplois non permanents

Débats :

Marc JEZEQUEL expose que le même sujet est à présenter en Commune et que si une prévision pour 2020 est faite pour ces 2 services, pourquoi ne pas anticiper pour d'autres services le cas échéant.

Bernard GOALEC répond que l'anticipation porte sur les besoins réels et non sur des besoins moins avérés.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise la création de ces emplois et l'inscription au budget des crédits correspondants.

DCC2019_186 Accès aux missions facultatives proposées par le CDG29 - actualisation de la convention cadre

Résumé :

Afin de permettre à la Communauté de solliciter les services du CDG29 pour accéder aux missions facultatives, il est proposé de signer une nouvelle convention-cadre précisant les modalités d'accès aux missions facultatives du CDG29.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve les termes de la « convention-cadre » d'accès et d'utilisation des services facultatifs proposés par le Centre de gestion du Finistère,

Article 2 : autorise le président ou son représentant à signer la convention.

DCC2019_187 Renouvellement de la convention avec l'amicale des agents territoriaux

Résumé :

En 2016 la Communauté et l'Amicale ont passé une convention définissant les dispositions

concernant l'activité et le financement de l'association au titre de la gestion sociale, culturelle, sportive, et de loisirs en direction du personnel de la Communauté. Cette convention ayant été contractée pour une durée de 3 ans, il est donc proposé au conseil de Communauté d'autoriser le président ou son représentant à procéder à son renouvellement.

Débats :

Marie- Line MAHE demande si cela concerne uniquement le personnel de la Communauté de Communes ou celui de la Ville de Landerneau Patrick Leclerc répond que toutes les communes adhérentes à l'Amicale sont concernées : Trémouézan, Dirinon , Saint-Thonan, La Roche-Maurice

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Fixe le montant de la subvention à verser à l'Amicale des agents territoriaux à 140 €/agent/an à compter du 1^{er} janvier 2020,

Article 2 : Valide le projet de convention joint et autorise le président ou son représentant à la signer,

Article 3 : Autorise l'inscription au budget des crédits correspondants.

DCC2019_188 Convention de prestations du conseiller de prévention auprès de la Communauté de communes du Pays de Landerneau Daoulas

Résumé :

La Ville de Landerneau dispose d'un conseiller de prévention mis partiellement à disposition de la Communauté. Il est proposé que le conseiller de prévention poursuive ses interventions auprès de la Communauté mais qu'il les réalise sous forme de prestations plutôt que par le moyen d'une mise à disposition.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : mette un terme à la convention de mise à disposition du conseiller de prévention de la Ville de Landerneau le 31 décembre 2019,

Article 2 : autorise le président, ou son représentant, à signer la nouvelle convention permettant d'organiser les interventions du conseiller de prévention sous forme de prestations à compter du 1^{er} janvier 2020, ainsi que tout document y afférent.

DCC2019_189 Renouvellement de la convention de mise à disposition de la direction des moyens généraux

Résumé :

La directrice des moyens généraux de la Communauté est mise à disposition de la Ville de Landerneau depuis le 13 janvier 2014. La convention venant à échéance le 15 décembre prochain, il convient de la renouveler.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Autorise la mise à disposition de l'agent à hauteur de 50 % de son temps de travail à la Ville de Landerneau, pour une période de 3 ans renouvelable et valide la convention de mise à disposition.

Article 2 : Autorise le président ou son représentant à signer cette convention.

DCC2019_190 Réorganisation du service entretien à Aqualorn et à La Cimenterie

Résumé :-

Suite aux évolutions des services, il est proposé de redéfinir les missions d'entretien à Aqualorn et à La Cimenterie.

Débats :

Patrick LECLERC et Alexandra GUILLORE expliquent que cette organisation va décharger le responsable des services à la population qui n'apporte pas, pour ces tâches de manutention d'une tribune par exemple, forcément de plus-value.

Karine CORNILY demande quel sera l'impact sur le coût de fonctionnement de La Cimenterie.

Patrick LECLERC indique que l'objectif est d'amener les associations organisatrices à installer les équipements sauf pour la partie tribunes qui nécessite que ce soit la même personne qui intervienne au gré des besoins des surfaces de jeu. L'entretien de La Cimenterie ne sera plus entièrement externalisé car un agent communautaire effectuera les tâches récurrentes.

Karine CORNILY conclut que cette organisation implique alors une externalisation des tâches à Aqualorn.

Henri Morvan rapporte que certains usagers d'Aqualorn se sont plaints auprès de lui de problèmes de propreté qui sont récurrents et qu'il y aurait donc lieu de renforcer les services de nettoyage.

Alexandra GUILLORE indique que le vrai problème ne vient pas du nombre d'agents d'entretien mais des usagers eux-mêmes qui ne respectent pas les règles d'hygiène dans les zones dites « pieds nus » ou « chaussures », ce constat est commun à toutes les piscines et il n'y a pas lieu de stigmatiser celle de Landerneau en matière de propreté et d'hygiène.

Henri MORVAN rétorque que cette réponse ne va pas régler le problème réel de propreté qui se pose.

Alexandra GUILLORE remarque qu'effectivement sa réponse ne suffit pas mais néanmoins, la Communauté à une politique de prévention, y compris avec les scolaires afin de rappeler les règles élémentaires d'hygiène, comme la nécessité de prendre une douche avant de rentrer dans les bassins. En plus, la signalétique afin de sensibiliser et d'attirer l'attention des usagers a été changée. Pour finir elle précise que les heures d'entretien n'ont pas été réduites.

Patrick Leclerc expose que lors de ses visites de l'équipement, il n'a pas eu l'impression d'un état de délabrement, qu'il convient alors de comparer Aqualorn à d'autres piscines.

Henri MORVAN accorde que des travaux ont bien été effectués, après des demandes réitérées cependant. Pour autant, il dit que les problèmes ne sont pas supprimés parce qu'ignorés : surtout ceux qui touchent à la propreté, par rapport aux tarifs VIP.

Patrick LECLERC répond qu'il va falloir objectiver ces problèmes liés à la propreté, parce qu'aucune plainte à ce sujet ne lui a été remontée. Le process de nettoyage est relativement bien suivi. Maintenant il peut exister des soucis ponctuellement, mais il a du mal à entendre que la piscine de Landerneau est sale et délabrée.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : décide de la suppression d'un emploi d'agent d'entretien ainsi que la création d'un agent d'entretien des équipements sportifs à Aqualorn et à La Cimenterie,

Article 2 : modifie le tableau des emplois en conséquence,

Article 3 : autorise l'inscription au budget des crédits correspondants.

DCC2019_191 Modification du tableau des emplois

Résumé :

Les missions des intercommunalités, comme les attentes des habitants du territoire ou les besoins des communes en matière d'ingénierie ne cessent de croître. Par exemple, les séminaires organisés avec les élus municipaux et communautaires démontrent systématiquement une attente des communes en matière de veille technique et juridique de la part de la Communauté, n'ayant pas toutes les moyens de s'en doter en interne.

Débats :

Monique HERROU indique que ce sont des questions qui ont été développées lors du dernier séminaire des élus et des réponses commencent à être apportées. L'étude menée actuellement par la mairie sur l'attractivité du centre-bourg a été accompagnée a posteriori par la Communauté, faute de temps les services travaillant sur d'autres gros dossiers. Heureusement la Commune est adhérente au réseau Bruded, qui a permis le lien avec le FIA, le CAUE et l'EPF, qui sont des institutions importantes pour répondre à ces appels à projets.

Patrick LECLERC répond qu'effectivement la Communauté ne se substituera pas à l'initiative et à la réflexion communale en la matière. Il concède que le montage de ces dossiers est parfois complexe et qu'il faut bien appréhender les réseaux, les contractualisations. A ce sujet, le nouveau contrat de partenariat avec la Région va rebattre les cartes et pareillement le contrat de territoire avec le Département qui met en place une politique très complexe, avec des critères précis à remplir pour obtenir les financements. Il est aussi vrai que le PLUi a mobilisé fortement la responsable du Service en plus des autres tâches à assurer au niveau du tourisme, de la mobilité, du PCAET et de l'économie. L'organisation future du service va la décharger afin d'augmenter les compétences au service des projets communautaires mais aussi communaux d'intérêt communautaire. Il pense qu'il y a tout intérêt à ce que les centralités se renforcent et que l'action touristique se fasse dans différents secteurs de la communauté, ce qui permet d'avoir une offre la plus appropriée possible. Des départs sont aussi programmés et il faudra repenser comment accompagner au mieux les communes dans ces domaines, comme la voirie par exemple. Ce sont tous ces points qui sont à régler afin d'être

opérationnels dès l'installation de la nouvelle équipe, ce qui lui permettra d'avoir déjà des réflexions engagées mais aussi des ressources humaines permettant de le faire.

Frédéric KERLAN s'étonne que tous les postes soient fléchés catégorie A et se demande si c'est une obligation ou un objectif de tendre vers cette catégorie.

Patrick LECLERC explique que la catégorie A correspond aux fiches de postes qui sont proposées, sachant que tous ne sont pas pérennes, notamment en ce qui concerne les chargés de mission. Donc la catégorie A s'impose compte tenu de la nature des postes même s'ils n'auront pas d'encadrement. On est sur une différence en matière salariale qui n'a pas beaucoup d'incidence sur les postes qui seront occupés.

Patrick LECLERC répond à une question de Marc JEZEQUEL en indiquant que les postes supplémentaires seront intégrés dans le budget primitif, avec une variable évaluée à 1% en fonction du GVT et de l'ancienneté qui permet d'avoir une lecture prospective la plus juste possible. Il précise que les personnels recrutés ne seront pas opérationnels dans le meilleur des cas avant le 2^{ème} trimestre 2020.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : adopte la création de ces cinq postes,

Article 2 : adopte la suppression de l'emploi responsable des services tourisme et communication,

Article 3 : modifie le tableau des emplois,

Article 4 : inscrive au budget les crédits correspondants.

Mutualisations

DCC2019_192 Service garage - Tarification 2020

Résumé :

Le garage mutualisé, constitué entre la ville de Landerneau et la Communauté, assure pour ses deux membres, la gestion de l'entretien du parc matériels, engins et véhicules. Depuis l'été 2019, il peut aussi assurer pour les autres communes du territoire le souhaitant, dans le cadre de conventions, l'entretien de tout ou partie de leur parc.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les nouveaux tarifs applicables au 1^{er} janvier 2020 tels qu'indiqués ci-dessous :

| Désignation : Section 7 .01 | Tarif horaire |
|--|--|
| Main d'oeuvre – Frais divers (hors 60632, 61551, 61558 et frais de maintenance valise diagnostic) sur la base des heures réellement effectuées | 37 € |
| Désignation : Section 7.02 | Base devis |
| Fournitures réellement utilisées pour l'intervention | Identique au coût réellement supporté par la Communauté |
| Désignation : Section 7.03 | Forfait |
| Consommables | 10 € |
| Désignation : Section 7 .04 | Forfait |
| Recyclage des déchets | 1 € |
| Désignation Section 7.05 | Forfait |
| Valise diagnostic | 37 € pour un VL 65 € pour un PL |
| Désignation : Section 7.06 | Tarif horaire |
| Contrôle technique | Identique au coût réellement supporté par la Communauté. Les frais de main-d'oeuvre sont facturés sur les bases décrites au 7.01 |

DCC2019_193 Convention de mutualisation des services support sous forme de services communs

Résumé :

La convention de mutualisation des services de la commande publique, des ressources humaines, des systèmes d'information et des finances prend fin le 31 décembre 2019, il est proposé de proroger cette convention dans des conditions similaires à compter du 1er janvier 2020.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Décide de la poursuite de l'activité des services communs commande publique, ressources humaines, systèmes d'information et finances, entre la Ville de Landerneau et la Communauté.

Article 2 : Autorise le président à signer la convention jointe en annexe.

Systèmes d'information

DCC2019_194 Extension de la mutualisation du service commun des systèmes d'information

Résumé :

Une étude débutée fin novembre 2018 a permis de relancer le projet de mutualisation de l'informatique et d'aboutir début octobre 2019 à l'extension du service commun pour des missions d'expertise et de sécurité.

Débats :

Patrick LECLERC invite les communes qui n'ont pas encore délibéré ou qui hésitent, à réfléchir car pour lui demain une armature informatique qui soit homogène avec une expertise permettant de résoudre les problèmes est une bonne chose. Certaines communes ont des experts en informatique, mais susceptibles de cesser leur activité et dans la durée c'est un outil indispensable à maîtriser.

Jean CRENN expose que la Commune de Pencran n'a pas attendu et dispose d'un service informatique opérationnel qui satisfait pleinement la commune aujourd'hui.

Patrick LECLERC répond que c'est une question qui se reposera lors du renouvellement du service.

Monique HERROU souhaite connaître les modalités possibles de coordination avec l'agent communal de Loperhet qui pour une partie de son temps occupe les fonctions proposées.

Patrick LECLERC répond que Loperhet est quasiment la seule commune qui possède cette maintenance en interne. Il ignore les modalités de coordination pour les deux premiers packs, mais ces compétences communales pourront s'avérer intéressantes pour la phase suivante. Il faudra se pencher sur la question de savoir de quelle manière les choses peuvent s'enchaîner pour Loperhet en lien avec cette compétence.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve l'extension du service commun des systèmes d'information,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention.

=====

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 21H45.

Suivent les signatures.